



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/L.416
25 avril 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Douzième session

Accra (Ghana)

20-25 avril 2008

Point 8 c) de l'ordre du jour

Compte rendu de la table ronde thématique 7

Développer les capacités productives dans les pays les moins avancés

1. La table ronde a été présidée par M. Jürgen Zattler, Directeur général adjoint au Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (Allemagne), et animée par S. E. M. Debapriya Bhattacharya, Ambassadeur du Bangladesh. Les intervenants principaux étaient les suivants: M. Kandeh Yumkella, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; M. Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU; M. Sid'Ahmed Ould Raiss, Ministre du commerce et de l'industrie (Mauritanie); M. William Kalema, Directeur des Services de consultation et d'information de l'Association des manufacturiers ougandais (UMACIS) (Ouganda); M. Richard Newfarmer, Représentant spécial de la Banque mondiale auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et de l'Organisation mondiale du commerce; et M^{me} Anna Kajumulo Tibaijuka, Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour les établissements humains.

2. Il y a eu consensus pour considérer que les capacités productives devraient être au centre des politiques nationales et internationales visant à promouvoir une croissance soutenue et la réduction de la pauvreté dans les pays les moins avancés (PMA). Cela exigeait d'élargir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à l'adoption d'une stratégie plus vaste de promotion de la croissance économique. Les politiques de croissance, quant à elles,

devraient viser, au-delà d'une répartition efficace des ressources, à mobiliser les ressources naturelles et humaines, à accélérer l'accumulation de capital et à renforcer les capacités technologiques. Les participants ont félicité la CNUCED pour les travaux de recherche et d'analyse dont rendait compte son *Rapport sur les pays les moins avancés* et ils ont identifié comme principales priorités aux niveaux national et international les mesures mentionnées ci-après.

3. Il a été considéré que les gouvernements des PMA devaient pouvoir appliquer une stratégie dont ils auraient toute la maîtrise, et qui soit adaptée aux besoins locaux et à l'évolution des réalités nationales et internationales. L'économie mondiale se trouvait à un tournant et mettrait les PMA face à de nouveaux défis de taille. Le ralentissement de l'économie mondiale qui se profilait entraînerait une baisse de la croissance du commerce international et des flux financiers privés à destination des PMA, et aiguiserait la concurrence entre les pays pour conserver des marchés d'exportation et attirer des investissements étrangers directs (IED).

4. Le renforcement des capacités productives passait par une hausse de l'investissement et devait être essentiellement financé par l'épargne privée, tant intérieure qu'étrangère. Il faudrait que les gouvernements créent des incitations à l'épargne et à la formation de capital, à la fois pour l'investissement public et pour l'investissement privé. Il leur faudrait également promouvoir un système financier capable de mobiliser des fonds et de les affecter correctement. Ils devraient aussi attirer l'IED et l'orienter vers le développement des entreprises locales. L'aide publique au développement (APD) devrait être un complément de l'épargne privée.

5. En outre, des mesures s'imposaient pour augmenter la productivité du capital et de la main-d'œuvre, notamment par l'apprentissage technologique et l'innovation. Le renforcement des capacités technologiques permettait aux producteurs d'exporter en se conformant aux normes de qualité et aux prescriptions en matière de certification rigoureuses de plus en plus souvent imposées par les marchés internationaux. Les participants ont dit que les PMA devaient s'efforcer d'accroître la productivité grâce à la technologie en exploitant les liens avec l'économie mondiale. Des politiques nationales de la science, de la technologie et de l'innovation pouvaient accélérer l'apprentissage technologique.

6. Pour développer leurs capacités productives, les PMA auraient à surmonter divers types de contraintes liées à l'offre, dont les plus importantes étaient les suivantes:

a) Insuffisance des infrastructures matérielles, concernant en particulier l'énergie, les transports et les communications. La fourniture d'énergie était essentielle et, associée aux transports et aux communications, elle rendait possibles les liaisons nationales et internationales entre agents économiques;

b) Médiocrité des infrastructures sociales, notamment en matière de santé et d'éducation, d'où une offre insuffisante de ressources humaines, de compétences et de capacités de gestion;

c) Faiblesse des systèmes financiers;

d) Insuffisance des investissements dans la recherche-développement, l'apprentissage technologique et les systèmes d'innovation.

7. Il a été jugé tout aussi important d'intégrer les préoccupations environnementales dans le développement des capacités productives et de prendre des mesures d'adaptation aux changements climatiques.

8. Il a également été estimé que les stratégies des PMA pour le développement de leurs capacités productives devaient englober comme suit les secteurs agricole, industriel et tertiaire:

a) L'agriculture devrait davantage retenir l'attention des décideurs aux niveaux national et international. Cela passait par un renforcement de l'investissement et une modernisation technologique. La nouvelle génération de politiques agricoles devrait être axée non seulement sur la production agricole, mais aussi sur le développement des agro-industries et des chaînes de valeur. Il faudrait trouver un équilibre entre cultures vivrières de base et cultures commerciales, ce qui permettrait de renforcer la sécurité alimentaire tout en favorisant la croissance des exportations;

b) Le développement industriel répondait à la nécessité pour les PMA de diversifier la production, l'emploi et les exportations. À cette fin, il fallait définir un nouveau type de politique industrielle fondée sur le dialogue et le consensus entre les secteurs public et privé;

c) Des services commerciaux efficaces étaient nécessaires pour développer les agro-industries et le secteur industriel, s'agissant notamment des transports et de la logistique, mais aussi des services financiers et consultatifs et autres services à forte intensité de connaissances.

9. Bien que le développement agricole soit essentiel dans la plupart des PMA et que l'actuelle crise alimentaire mondiale ait mis en évidence combien il avait été négligé, la population et la pauvreté dans les PMA deviendraient de plus en plus urbaines au cours de la première moitié du XXI^e siècle. L'expansion des secteurs secondaire et tertiaire était nécessaire, car ces secteurs créaient les emplois nécessaires pour absorber l'excédent de main-d'œuvre quittant le secteur agricole, et réduire ainsi la pauvreté. Les mutations structurelles devaient favoriser une plus grande production de biens et services à forte intensité de connaissances dans tous les secteurs d'activité économique.

10. L'entrepreneuriat constituait le fondement du renforcement des capacités productives et le rôle du secteur privé était essentiel à cet égard. Si les microentreprises permettaient de gérer la pauvreté, le développement de l'entrepreneuriat passait par le développement de petites et moyennes entreprises (le «chaînon manquant»). Le développement du secteur privé avait pour conditions préalables la paix, la stabilité, l'état de droit, la prévisibilité, la transparence, l'équité fiscale et des pratiques démocratiques. De nouvelles formes de partenariats public-privé s'imposaient. Les femmes contribuaient pour une large part au développement des capacités productives. Elles dirigeaient une grande partie des microentreprises dans les PMA et l'entrepreneuriat féminin était un moteur important du développement du secteur privé.

11. Le développement passait par la mise en place de divers filets de sécurité, concernant en particulier la sécurité alimentaire et énergétique et la gestion de l'environnement. Les politiques publiques devaient se préoccuper des effets de la croissance sur la répartition des revenus, afin que cette croissance profite à la majeure partie de la population et dans le souci d'éviter des crises internes.

12. Les politiques et stratégies nationales, dont il était fait mention ci-dessus, devaient être complétées par de nouvelles mesures internationales d'appui plus efficaces, en particulier dans les domaines de l'aide, du commerce et de l'investissement.

13. D'après les participants, l'appui au renforcement des capacités de production dans les PMA passait par une aide publique au développement qui devait:

- a) S'accroître en volume;
- b) Évoluer dans sa composition pour soutenir l'infrastructure économique et les secteurs productifs, et renforcer les connaissances dans les PMA;
- c) Être fournie de façon plus efficace;
- d) Être davantage réactive à la demande, y compris celle du secteur privé et de la société civile.

14. L'aide au commerce et le Cadre intégré renforcé devraient être des moyens efficaces de développer les capacités productives dans les PMA.

15. En outre, les participants ont estimé qu'il faudrait accorder aux PMA un accès en franchise et hors contingent aux principaux marchés de marchandises. De telles mesures devaient être complétées par des règles d'origine favorables et l'élimination des obstacles non tarifaires. Les gouvernements des PMA devaient également disposer d'une certaine flexibilité pour adopter des politiques agricoles, commerciales et industrielles permettant de promouvoir la création de valeur ajoutée locale et l'apprentissage technologique. Il faudrait également accorder à ces pays de meilleures conditions d'accès pour le mouvement temporaire de fournisseurs de services.

16. Les partenaires de développement (pays d'origine) devraient également envisager de prendre des mesures pour encourager davantage de flux d'IED vers les PMA et contribuer à accroître l'apport d'apprentissage technologique inhérent à ces flux.

17. Il fallait élaborer à la fois des stratégies nationales et des mesures internationales d'appui et les mettre en œuvre dans un contexte de bonne gouvernance, du niveau des ménages jusqu'aux niveaux national et mondial.
